



Assemblée générale

Distr. générale
17 septembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 18 de l'ordre du jour provisoire*

Application de la Déclaration pour l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux**

(sur ses travaux de 1998)

Rapporteur : M. Fayssal **Mekdad** (République arabe syrienne)

Chapitres III et IV

Table des matières

	Paragraphes	Page
III. Diffusion d'informations sur la décolonisation	1-12	2
A. Examen par le Comité spécial	1-11	2
B. Recommandation du Comité spécial	12	3
IV. Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires	1-9	5
A. Examen par le Comité spécial	1-8	5
B. Décision du Comité spécial	9	5

* A/53/150.

** Le présent document contient les chapitres III et IV du rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale. Le chapitre général d'introduction sera publié sous la cote A/53/23 (Part I). D'autres chapitres du rapport seront publiés sous la cote A/53/23 (Part III) à (Part IX). L'ensemble du rapport sera publié comme *Supplément No 23 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session* (A/53/23).

Chapitre III

Diffusion d'informations sur la décolonisation

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1484e séance, le 6 février 1998, le Comité spécial a décidé notamment que la question de la diffusion d'informations sur la décolonisation ferait l'objet d'un point distinct et serait examinée en séance plénière (voir A/AC.109/L.1871).
2. Le Comité spécial a examiné cette question à sa 1487e séance, le 29 juin 1998.
3. Pour l'examen de la question, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale sur la question, notamment de la résolution 52/79 du 10 décembre 1997, relative à la diffusion d'informations sur la décolonisation, et de la résolution 52/78 du même jour, relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
4. Le Comité spécial a tenu des consultations avec les représentants des Départements de l'information et des affaires politiques du Secrétariat, à sa 1487e séance (voir A/AC.109/SR.1487).
5. À la même séance, le Président par intérim du Comité spécial a appelé l'attention sur une projet de résolution qu'avait établi le Président et qui figurait dans le document A/AC.109/L.1872.
6. Toujours à la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1872, sans le mettre aux voix (A/AC.109/2120).

Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme

7. Le Comité spécial a célébré la Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme à sa 1486e séance, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 22 mai 1998.
8. À la 1486e séance, le Président par intérim a fait une déclaration. Le Secrétaire général a également fait une déclaration, de même que le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (voir A/AC.109/SR.1486).
9. À la même séance, des déclarations ont aussi été faites par les représentants de la Colombie (au nom du Mouvement des pays non alignés), de Maurice (au nom du Groupe des États d'Afrique), de l'Indonésie (au nom du Groupe des États d'Asie) et du Brésil [au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que du Marché commun du Sud (Mercosur)], de même que par la délégation d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir A/AC.109/SR.1486).
10. Toujours à la même séance, une déclaration a été faite par le Premier Ministre et Ministre des finances et du développement économique de Montserrat (voir A/AC.109/SR.1486).
11. Encore à la même séance, des déclarations ont également été faites par les représentants du Portugal et de la Jamaïque. Dans l'exercice de leur droit de réponse, les représentants de l'Indonésie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Brésil et du Portugal ont fait des déclarations (voir A/AC.109/SR.1486).

B. Recommandation du Comité spécial

12. Le texte de la résolution (A/AC.109/2120), adopté par le Comité spécial à sa 1487^e séance, le 29 juin 1998, apparaît ci-après sous forme d'une recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale.

Diffusion d'informations sur la décolonisation

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui est consacré à la diffusion d'informations sur la décolonisation et sur l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine¹,

Rappelant sa résolution 1514 (XV), en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ainsi que les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant la diffusion d'informations sur la décolonisation, en particulier sa résolution 52/79, en date du 10 décembre 1997,

Reconnaissant que l'examen des options qui s'offrent aux peuples des territoires non autonomes en matière d'autodétermination requiert une approche souple, pragmatique et novatrice, l'objectif étant de parvenir à la décolonisation totale d'ici à l'an 2000,

Réaffirmant l'importance de la diffusion d'informations comme moyen de servir les buts de la Déclaration et sachant que l'opinion publique mondiale peut aider efficacement les peuples des territoires non autonomes à parvenir à l'autodétermination,

Reconnaissant le rôle que jouent les puissances administrantes dans la communication d'informations au Secrétaire général conformément aux dispositions de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies,

Consciente du rôle des organisations non gouvernementales dans la diffusion d'informations sur la décolonisation,

1. *Approuve* les activités exécutées par le Département de l'information et par le Département des affaires politiques du Secrétariat dans le domaine de la diffusion d'informations sur la décolonisation;

2. *Juge important* de poursuivre ses efforts pour diffuser le plus largement possible des informations sur la décolonisation, en mettant l'accent sur les différentes options qui s'offrent aux peuples des territoires non autonomes en matière d'autodétermination;

3. *Prie* le Département des affaires politiques et le Département de l'information de tenir compte de ses suggestions afin de continuer à prendre les mesures voulues en utilisant tous les moyens d'information disponibles – publications, radio, télévision et Internet – pour faire connaître l'action de l'Organisation dans le domaine de la décolonisation et, notamment :

a) De continuer à rassembler, préparer et diffuser, en particulier à destination des territoires, de la documentation de base sur les questions relatives à l'autodétermination des peuples des territoires non autonomes;

b) De chercher à s'assurer le plein concours des puissances administrantes pour les tâches mentionnées ci-dessus;

c) D'entretenir des relations de travail avec les organisations régionales et intergouvernementales compétentes, notamment dans le Pacifique et les Caraïbes, en procédant à des consultations périodiques et à des échanges d'informations;

d) D'encourager les organisations non gouvernementales à participer à la diffusion d'informations sur la décolonisation;

e) De rendre compte au Comité spécial des mesures prises en application de la présente résolution;

4. *Prie* tous les États, y compris les puissances administrantes, de continuer à coopérer à la diffusion des informations visées au paragraphe 2 ci-dessus;

5. *Demande* au Comité spécial de suivre la mise en oeuvre de la présente résolution et de lui faire rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session.

Note

¹ Le présent chapitre.

Chapitre IV

Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1484e séance, le 6 février 1998, le Comité spécial a décidé notamment d'examiner la question de l'envoi de missions de visite qu'il jugerait nécessaires dans les territoires. Il a en outre décidé d'examiner la question en séance plénière et, le cas échéant, dans le cadre de l'examen de la situation de tel ou tel territoire.
2. Le Comité spécial a examiné la question à ses 1487e et 1499e séances, les 29 juin et 11 août 1998.
3. Ce faisant, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale sur la question, en particulier des dispositions pertinentes contenues dans la résolution 52/78 du 10 décembre 1997 concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que dans sa résolution 52/77 de la même date relative à des territoires déterminés. Le Comité spécial a également tenu compte de la résolution 45/33, en date du 20 novembre 1990, relative au trentième anniversaire de la Déclaration.
4. Pour l'examen de cette question, le Comité spécial était saisi du rapport du Président (A/AC.109/L.1882 et Add.1) portant sur les consultations auxquelles il avait procédé avec les représentants des puissances administrantes, conformément au paragraphe 4 de la résolution adoptée par le Comité à sa 1474e séance, le 16 juin 1997¹.
5. À la 1499e séance, le 11 août 1998, le Président a présenté son rapport (A/AC.109/L.1882) ainsi qu'un projet de résolution qu'il avait établi et qui avait été distribué sous la cote A/AC.109/L.1884.
6. À la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1884 sans le mettre aux voix (A/AC.109/2130) (voir par. 9).
7. Outre cette question, le Comité spécial a examiné la situation dans les territoires qui avaient été portés à son attention, en tenant compte des dispositions pertinentes des résolutions de l'Assemblée générale mentionnées au paragraphe ci-dessus, ainsi que des décisions antérieures du Comité spécial sur la question.
8. En adoptant, à sa 1496e séance, le 13 juillet 1998, une résolution d'ensemble relative à 10 petits territoires non autonomes (A/AC.109/2128), ainsi que des résolutions sur les Tokélaou (A/AC.109/2124) et Guam (A/AC.109/2129), le Comité spécial a entériné un certain nombre de conclusions et de recommandations concernant l'envoi de missions de visite dans les territoires, comme on pourra le voir au chapitre X du présent rapport [A/53/23 (Part VI)] concernant Anguilla, les Bermudes, les îles Caïmanes, les îles Turques et Caïques, les îles Vierges américaines, les îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène et les Samoa américaines et aux chapitres XI et XII du présent rapport (Part VII-VIII) relatifs respectivement aux Tokélaou et à Guam.

B. Décision du Comité spécial

9. On trouvera ci-après le texte de la résolution (A/AC.109/2130), adopté par le Comité spécial à sa 1499e séance :

Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires

Le Comité spécial,

Ayant examiné la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires,

Ayant examiné le rapport du Président par intérim sur la question²,

Rappelant ses résolutions et décisions pertinentes et celles du Comité spécial demandant aux puissances administrantes de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies en autorisant des missions de visite à se rendre dans les territoires placés sous leur administration,

Ayant conscience que les missions de visite des Nations Unies sont un moyen efficace d'évaluer la situation dans les territoires en question et de déterminer les vœux et aspirations de leurs populations en ce qui concerne leur statut à venir,

Sachant que les missions de visite des Nations Unies renforcent la capacité de l'Organisation des Nations Unies d'aider les populations des territoires non autonomes à atteindre les objectifs fixés par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans sa résolution 1514 (XV), en date du 14 décembre 1960, et par ses autres résolutions sur la question,

Notant avec satisfaction que la Nouvelle-Zélande, en tant que Puissance administrante, continue à apporter au Comité spécial une coopération exemplaire et qu'à l'invitation du Gouvernement néo-zélandais, une mission de visite a été envoyée aux Tokélaou en juillet 1994³,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies avait été envoyée dans le territoire de Guam en 1979 et notant que le Séminaire régional du Pacifique a recommandé en 1996 qu'une mission de visite soit envoyée à Guam et que la vingt-troisième législature de Guam a demandé dans la résolution No 464 (LS), adoptée le 19 juillet 1996 qu'une mission de visite des Nations Unies soit envoyée dans ce territoire,

Se félicitant de l'invitation à dépêcher une mission de visite que le Gouverneur du Samoa américain a adressée au Comité spécial lors du Séminaire régional du Pacifique qui s'est tenu à Nadi (Fidji) du 16 au 18 juin 1998,

Se félicitant également du dialogue officieux entamé entre le Comité spécial et certaines puissances administrantes,

1. *Souligne* la nécessité d'envoyer régulièrement des missions de visite dans les territoires non autonomes en vue de faciliter l'application intégrale, rapide et efficace de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en ce qui concerne ces territoires;

2. *Engage* les puissances administrantes à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies ou à continuer de le faire en autorisant des missions de visite des Nations Unies à se rendre dans les territoires placés sous leur administration;

3. *Prie* les puissances administrantes d'examiner les nouvelles méthodes de travail du Comité spécial et les invite à collaborer avec le Comité;

4. *Prie* le Président par intérim de poursuivre ses consultations avec les puissances administrantes intéressées en ce qui concerne l'application du paragraphe 2 de la présente résolution et d'en rendre compte selon qu'il conviendra au Comité spécial;

5. *Prie également* le Président par intérim de procéder à des consultations avec la Puissance administrante de Guam en vue de faciliter l'envoi d'une mission de visite des Nations Unies dans ce territoire.

Notes

¹ Voir A/52/23 (Part II), chap. IV, par. 10. Le rapport complet du Comité spécial sera publié en tant que *Supplément No 23 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session* (A/52/23).

² A/AC.109/L.1882.

³ A/AC.109/2009.